

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 01/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TECH-RTS**

121 rue Lorraine  
88500 JUVAINCOURT

Références : S-22-298RP

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2022 dans l'établissement TECH-RTS implanté 121 rue Lorraine 88500 JUVAINCOURT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite entrant dans le plan d'action nationale au titre des visites à réaliser autour des établissements classés SEVESO.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TECH-RTS
- 121 rue Lorraine 88500 JUVAINCOURT
- Code AIOT dans GUN : 0006202302
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société est spécialisée dans la préparation de surface et l'application de peinture industrielle (thermolaquage) sur métaux (acier noir, acier galvanisé, aluminium, fonte).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Visite d'inspection d'une installation classée implantée à moins de 100 mètres d'un site SEVESO

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mise à jour de la situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/11/2003, article 1.1 modifié	/	Sans objet
Evaluation des risques d'effets dominos	Arrêté Préfectoral du 20/11/2003, article 25	/	Sans objet
Mesures de prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 20/11/2003, article 27	/	Sans objet
Relations entre le site contrôlé et le voisin Seveso	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R.515-88	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats n'ont pas révélés de non-conformités.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : Mise à jour de la situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2003, article 1.1 modifié
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> Situation administrative.
<b>Constats :</b> Les activités autorisées et pratiquées sur le site sont régulières. Au regard de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 3239/2003 du 20 novembre 2003 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2328/2015 du 15 octobre 2015, les activités sont inchangées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### Nom du point de contrôle : Evaluation des risques d'effets dominos

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2003, article 25
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Implantation – aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> Distance des installations avec les limites du site.
<b>Constats :</b> Le plus proche bâtiment implanté à proximité du site SEVESO est un bâtiment de stockage de pièces métalliques. Le site n'est pas directement voisin du site SEVESO. Une route communale sépare les deux sites. Il n'a pas été constaté d'activités ni de stockage de produits pouvant être à l'origine d'un risque pour le site SEVESO. L'activité à risque la plus proche (activité de peinture poudre) est située à environ trente mètres des limites du site. Les dispositions d'aménagements fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation et l'arrêté ministériel de prescriptions générales sont respectées (supérieur à 10 mètres des limites du site).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Mesures de prévention des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2003, article 27
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Constats :</b> Les moyens de lutte contre l'incendie sont appropriés aux risques et leur répartition sur le site est conforme au plan transmis par l'exploitant. Cette situation ne soulève pas de remarques de la part de l'inspection des installations classées. La dernière vérification des moyens de lutte contre l'incendie a été réalisée le 31 mai 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Relations entre le site contrôlé et le voisin Seveso

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/03/2017, article R.515-88
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Information des ICPE voisines
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines soumises à autorisation ou à enregistrement informés des risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers définie à l'article L. 181-25, dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter les dites installations.
<b>Constats :</b> L'exploitant a bien connaissance d'être voisin d'un site classé SEVESO. Il n'est pas informé des risques présentés par le site SEVESO. Il n'a pas connaissance de consignes de sécurité particulières. Aucune suite proposée vis à vis de l'installation contrôlée. A titre d'information, une visite d'inspection est programmée courant avril 2022 afin notamment de lui faire un rappel sur ses obligations d'information au titre de l'article R. 515-88 du code de l'environnement qui stipule : <i>L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines soumises à autorisation ou à enregistrement ainsi que les exploitants d'installations nucléaires de base et d'ouvrages visés aux articles R. 551-7 à R. 551-11 informés des risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers définie à l'article « L. 181-25 », dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter les dites installations</i>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet